Conclusions de la Première Commission d'Étude
de l'Union Internationale des Magistrats – UIM – 2021
« ACCÈS À LA JUSTICE PENDANT LA PANDÉMIE DE COVID-19 »

I.

L'État de Droit en Période de Pandémie

1. Une pandémie peut rapidement créer une situation d'urgence mondiale qui nécessite des décisions extraordinaires pour protéger la santé publique. Telles décisions peuvent porter gravement atteinte aux droits des personnes.
2. L'État de Droit exige du pouvoir judiciaire qu'il remplisse ses fonctions même – et surtout – en cas d'état d'urgence. Aucune urgence ne l'emporte sur l'État de droit.
3. L'État de Droit exige en particulier que le pouvoir judiciaire révise les décisions gouvernementales susceptibles d'interférer avec les droits des personnes. Ainsi, les tribunaux doivent continuer à fonctionner même pendant une pandémie mondiale.
4. Les juges du monde entier ont fait des efforts et des sacrifices extraordinaires pour trouver des solutions continues pour faire respecter l'État de Droit pendant la pandémie.

II.

Équilibrer la Protection de la Santé et un Système Judiciaire Fonctionnel

5. Les tribunaux sont des lieux où de nombreuses personnes se réunissent. Cela rend les tribunaux potentiellement dangereux en période de pandémie.
6. Tant ceux qui travaillent au sein du pouvoir judiciaire que ceux qui se présentent devant les tribunaux doivent être protégés de manière appropriée contre les dangers d'une pandémie pendant que la magistrature exerce ses fonctions.
7. Cela peut inclure, sans s'y limiter, la fourniture de concepts et de produits sanitaires, la modification de la disposition des salles d'audience, la mise à disposition de salles d'audience plus grandes, ainsi que la fourniture de solutions techniques pour accomplir le travail judiciaire sans avoir besoin de rencontrer d'autres personnes en personne lorsque cela est possible.
8. Toute mesure de protection doit équilibrer la nécessité d'assurer leur santé et leur sécurité avec la nécessité de maintenir le fonctionnement du système judiciaire. Les vulnérabilités individuelles doivent être dûment prises en considération et peuvent nécessiter des solutions individuelles.
9. Permettre aux juges et aux employés des tribunaux de travailler à domicile peut à la fois les protéger et garantir que le pouvoir judiciaire continue de remplir ses fonctions.
10. Toutes les obligations judiciaires ne peuvent pas être remplies de la même manière depuis chez soi. Lorsque les juges et autres membres du personnel judiciaire sont tenus de rencontrer d'autres personnes en personne, l'administration judiciaire doit assurer une protection suffisante de toutes les personnes concernées.

11. Une pandémie peut nécessiter le report ou la priorité de certaines tâches judiciaires. Ces décisions devraient être prises par les juges eux-mêmes dans le cadre de leur indépendance judiciaire conformément à la loi.

III.

Fermeture des Palais de Justice

12. Toute décision impliquant la fermeture partielle ou totale des palais de justice, ou la restriction de l'accès aux ces lieux, doit impliquer les décideurs de la magistrature. La séparation des pouvoirs interdit qu'une telle décision soit prise par les seuls autres pouvoirs de l'État.
13. Même si les palais de justice sont fermés totalement ou partiellement pour faire face à une pandémie, l'accès à la justice doit être garanti à tout moment.

IV.

Solutions Techniques

14. Des solutions techniques peuvent contribuer à garantir que le pouvoir judiciaire est accessible et capable de remplir ses fonctions même pendant une pandémie tout en protégeant les juges, le personnel judiciaire et les usagers des tribunaux contre le danger d'infection. Ces solutions incluent, sans s'y limiter, l'archivage numérique, l'utilisation d'un logiciel vidéo pour mener des audiences sans contact personnel et d'autres moyens techniques de communication. Le pouvoir judiciaire doit équiper tous les juges du matériel et des logiciels nécessaires.
15. Les solutions techniques ne doivent priver personne de ses droits. Les solutions techniques comportent également le danger d'exclure de la justice ceux qui ne sont pas en mesure de les utiliser correctement. Le pouvoir judiciaire doit être conscient de ces dangers et y faire face de manière appropriée, par exemple en fournissant une assistance ou en accordant des dérogations lorsque cela semble approprié.
16. Lorsque les fondements juridiques de telles solutions sont incomplets, ces fondements devraient être fournis dès que possible conformément au système juridique d'un pays.

V.

Indépendance Judiciaire

17. Lorsque le pouvoir judiciaire est appelé à se prononcer sur la légalité de mesures restrictives imposées par les gouvernements, il doit être assuré que les juges tranchent ces questions relevant de leur compétence en toute indépendance et sans crainte des conséquences négatives dues à leur décision judiciaire.
18. Les coûts financiers de la pandémie ne doivent pas entraîner une détérioration des salaires judiciaires. Le pouvoir judiciaire a fait respecter la primauté du droit même dans les circonstances les plus difficiles. L'indépendance judiciaire garantit et préserve les droits civils même en cas d'état d'urgence mondial. Affaiblir l'indépendance économique des juges signifierait affaiblir l'indépendance judiciaire.